



Les géants de l'entrepreneuriat social arrivent

- Les réseaux Ashoka et Synergos se positionnent sur le Maroc, une porte vers l'Afrique
- Une dynamique sans précédent dans le secteur sous l'impulsion des ONG
- Mais il n'existe encore ni statut juridique, ni programme de soutien spécifique

Pages IV & V



(Ph. Esby.org)

L'université de Marrakech se met au multilinguisme

FORMATIONS non diplômantes avec des universités non francophones, modules obligatoires de langues, formations en langues étrangères pour le personnel... Pour cette rentrée, Cadi Ayyad met le turbo sur la question du multilinguisme. L'université de Marrakech va encore plus loin, en imposant le niveau B2 en français pour l'accès aux licences professionnelles, et le TOEIC ou le DALF (certifications en anglais et en français) pour l'accès aux masters. □

Page II

■ La méditation pour augmenter sa concentration au travail

Page VII

■ Une maison de l'emploi pour accompagner les jeunes

Page VI

■ 150.000 enfants sensibilisés à la finance

Page III

L'Université Cadi Ayyad s'aligne sur les standards internationaux

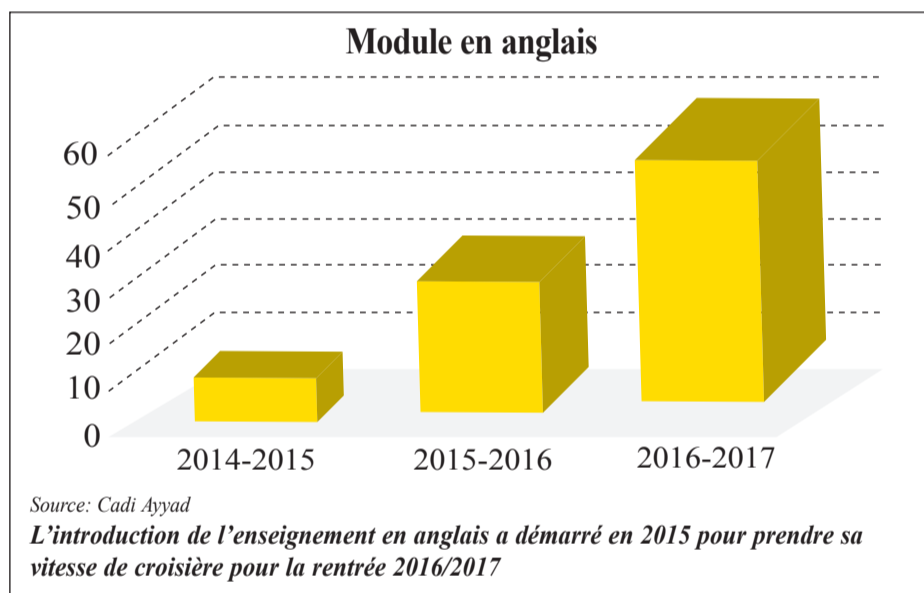
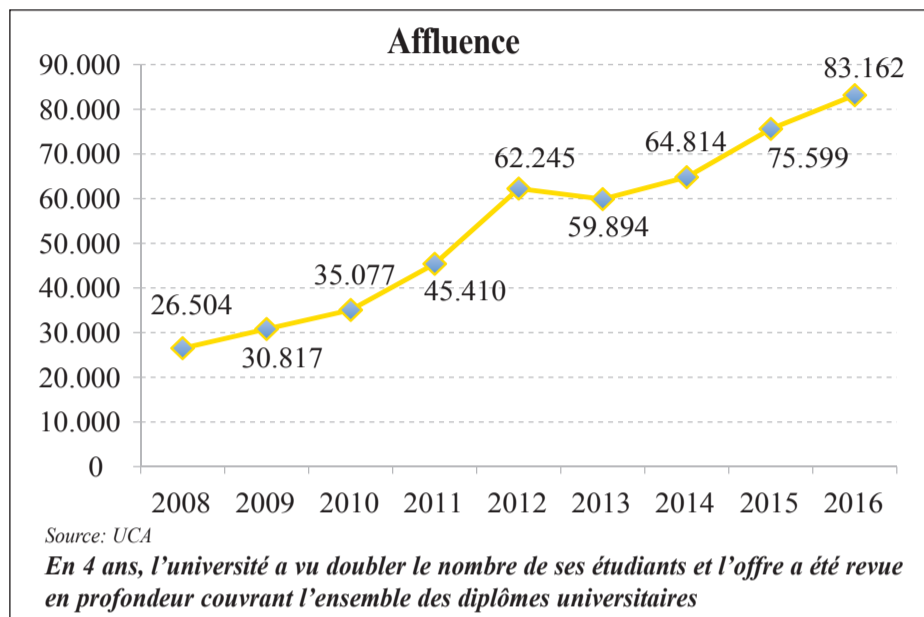
■ Et intègre le multilinguisme et l'enseignement en anglais

■ L'établissement met en place des modules de soft skills pour ses étudiants

■ Objectif: Préparer les futurs lauréats au monde du travail

APRÈS avoir été la première université marocaine à introduire les Mooc, Cadi Ayyad innove pour cette rentrée et intègre désormais, l'enseignement en anglais, le sport, la culture dans ses pratiques pédagogiques. En changeant ses paradigmes, l'université s'aligne sur les standards internationaux. Objectif: la réussite pour tous, insiste Abdelatif Miraoui, président de l'université. Ainsi, Cadi Ayyad -qui fait partie du peloton de tête des plus prestigieux campus du Maroc- souhaite à travers le multilinguisme, compétence indispensable dans un monde globalisé, offrir à ses étudiants de nouvelles opportunités.

Dans un premier temps, l'UCA offrira des formations non diplômantes dans le cadre de la coopération avec des universités européennes non francophones avec 30 modules en sciences et techniques et en économie/gestion et droit au profit de 200 étudiants pour l'année universitaire en cours. L'accueil sera étendu progressivement à l'ensemble de l'offre de formation de l'UCA. «Il est aujourd'hui de notre devoir de former des cadres qualifiés scientifiquement et capables de répondre aux besoins des entreprises multinationales délocalisées au Maroc. Et l'anglais est la langue véhiculaire des marchés émergents», insiste Miraoui. L'initiative est renforcée



par l'adoption du système ECTS (European Credits Transfert System) permettant aux étudiants en mobilité internationale non diplômante et de courte durée, un choix de programmes débouchant sur la délivrance d'attestations ou de certificats. Pour cette plateforme d'apprentissage des langues étrangères, l'université a mis en place de modules de formation en langues

avec un suivi permanent à distance ainsi que des mesures incitatives et contraignantes. Un niveau requis de langue française -le niveau B2 sera exigé pour l'accès aux licences professionnelles alors que le TOEIC ou le DALF sera une condition préalable à l'accès aux études en Masters. Enfin, UCA a inséré des modules de langues obligatoires dans les formations pour les nouvelles accréditations avec un minimum d'un module par semestre. Et charité bien ordonnée commence par soi-même.

L'ensemble du personnel de l'université Marrakech/Safi bénéficie désormais de renforcement de langues étrangères avec des formations continues hors horaires de travail. Au-delà de l'offre de formation, la préparation des étudiants et futurs lauréats au monde du travail passe par une connaissance de soi, insiste Miraoui. À côté des compétences techniques, les qualités humaines et relationnelles, les «soft skills», sont de plus en plus valorisées par les recruteurs et permettent surtout d'anticiper la capacité des lauréats à s'intégrer efficacement dans des équipes opérationnelles. C'est pour cela que Cadi Ayyad a mis en place des modules de soft skills de

26 h dispensés en ateliers à des groupes de 20, animés par des coaches professionnels, moniteurs Anapec, et enseignants. La formation, validée par un certificat sera dispensée aux étudiants en fin d'année de diplomation et axée sur la connaissance de Soi à travers le Self coaching «se connaître

Sciences Po à la faculté de droit

LA rentrée universitaire de Cadi Ayyad se distingue aussi par le démarrage d'une filière d'excellence en «Sciences Politiques» à la faculté des sciences juridique et économique de Marrakech et s'adresse à des titulaires de baccalauréat (+2 ans d'étude) pour un nombre d'étudiants très limité en cette période de démarrage, 100 étudiants environ. La filière sera par la suite enseignée au sein d'un établissement indépendant avec une capacité de 2.000 étudiants. De grands professeurs et spécialistes des universités de Toulouse, d'Aix-en-Provence, de Paris VII, de Montréal, etc. sont associés au projet. Et pour cette rentrée, 13 nouveaux projets de filières ont été soumis à l'accréditation avec une dynamisation des passerelles dans les établissements à accès libre pour augmenter les chances d'employabilité dans le domaine des sciences humaines et sociales. □

et se valoriser», le Projet professionnel «Pont vers le futur» et «Comment Devenir leader». Enfin, l'université prévoit des modules de culture et de sport qui seront intégrés au cursus dans les prochaines accréditations et en attendant validés par un certificat.

Objectif: connaître les autres, accepter leurs différences et renforcer la vie sociale. «Les activités culturelles contribuent à la réussite des études, à l'intégration sociale et à l'insertion professionnelle des lauréats et au développement d'un sentiment d'appartenance», insiste Miraoui qui mise beaucoup sur ces nouvelles pratiques pédagogiques. Rappelons que c'est Cadi Ayyad qui a été la première université à avoir adopté une innovation dans l'enseignement public avec une politique de digitalisation qui a parié sur ses propres Mooc inspirés du modèle américain «massive open online courses». Aujourd'hui, plusieurs autres universités marocaines ont sauté le pas. □

Badra BERRISSOULE

Pour réagir à cet article: courrier@leconomiste.com

BRÈVES

■ Une conférence sur les opportunités du service client

L'Association marocaine du marketing et de la communication organise aujourd'hui à Casablanca une conférence sur le thème «Le service client: Un levier de la compétitivité?». Une manifestation qui permettra de discuter des opportunités qu'offre le système de service client aux entreprises et administrations nationales. Seront notamment présents près de 200 dirigeants et cadres supérieurs des secteurs public et privé.

■ La Fondation Zakoura dresse son bilan annuel

La Fondation Zakoura vient de présenter son rapport d'activité pour l'année 2015. L'organisme a créé au cours de cette année la Zakoura Academy, conçue pour répondre au besoin en ressources humaines qualifiées dans le secteur du développement. La fondation a également lancé le Zakoura Lab, une plateforme visant à promouvoir et développer la recherche et l'innovation dans le secteur de l'éducation. Le groupe a par ailleurs reçu le Label «Association Responsable», lequel récompense notamment sa capacité à se rendre compte de son utilité sociale. □

La formation financière, grand chantier du MEN

■ 150.000 élèves sensibilisés à la formation financière en 2016, 30.000 en 2012

■ Une enquête sur le pouvoir financier des ménages marocains bientôt lancée

«L'INTÉRÊT des élèves à la formation financière est croissant», affirmait Rachid Belmokhtar, ministre de tutelle de l'Education financière lors du sommet pour l'éducation financière dans le monde arabe à l'initiative du FMA et Bank Al-Maghrib, jeudi et vendredi derniers à Skhirat. Les démarches effectuées par son département semblent avoir eu de l'effet sur les jeunes citoyens. «En 2012, nous avons commencé avec 30.000 enfants sensibilisés, aujourd'hui en 2016, ils sont plus de 150.000», annonce-t-il fièrement. Le système éducatif participe fortement à l'instruction et à la prise de conscience des générations montantes sur les défis économiques. A cet effet, la Fondation marocaine

de l'éducation financière (FMEF) et le ministère de l'Education nationale travaillent conjointement afin d'apporter des solutions au décalage entre la nécessité de maîtriser la gestion financière des ménages et préparer les jeunes à une gestion saine de leur

création de la FMEF, en septembre 2013. L'organisme s'est fortement impliqué dans la mise en œuvre d'une stratégie nationale pour la sensibilisation à l'éducation financière et la réalisation d'études qui servent de base pour les projets du ministère et

Alfred Hanning, directeur exécutif de l'Alliance de l'inclusion financière, lui aussi présent au colloque. Les efforts du Royaume et les projets de sensibilisation qu'il mène auprès des jeunes et moins jeunes dans le cadre de la formation financière ont été salués par les responsables présents lors de la rencontre organisée également avec le concours du ministère de l'Economie et des Finances, la Fondation marocaine de l'éducation financière (FMEF) et plusieurs autres organismes internationaux.

Cette rencontre a réuni plusieurs acteurs financiers et économiques de la communauté arabe. Un constat unanime en ressort: l'inclusion financière est un vecteur essentiel pour le développement de l'économie d'un pays. Elle contribue à la diminution du taux de pauvreté et à la lutte contre le chômage. «L'éducation financière, aujourd'hui, joue un rôle primordial pour la réussite d'une économie et pour asseoir l'équité sociale», ne manque pas de rappeler Abdellatif Jouahri, wali de Bank Al-Maghrib. □

T.E.G.

FMEF: De grands projets en vue

DURANT ses trois années d'existence, la fondation a réalisé plusieurs actions de sensibilisation pour les citoyens. Elle mène des projets avec de nombreux partenaires, comme l'accord avec l'association de microcrédit Al Amana, pour la formation de 380.00 clients, et l'accord signé en mars dernier avec l'Organisation mondiale du travail (OIT) pour l'amélioration de l'inclusion financière chez les femmes, les jeunes et les auto-entrepreneurs. La FMEF collabore également avec les ministères de l'Education nationale et de l'Artisanat avec lesquels elle a conclu des conventions pour la formation des élèves et des artisans. □

épargne. «Un projet spécifique pour la formation financière des élèves est incorporé au plan de la stratégie nationale 2015-2030 de l'éducation nationale», informe le ministre.

De son côté, la Banque centrale marocaine y met aussi du sien. Les chantiers et projets qu'elle élabore dans le cadre de la formation financière apportent concrètement du changement, surtout depuis la

autres organismes. D'ailleurs, un projet pilote à l'Université Abdelmalek Essaâdi de Tétouan, en collaboration avec la Banque mondiale, est en cours, a informé Abdellatif Jouahri, le gouverneur de Bank Al-Maghrib. Ce projet a pour but la réalisation d'une étude sur le pouvoir financier des ménages marocains.

«Le cas du Maroc pourrait être très instructif pour le monde arabe», a souligné

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Massmedia recrute

DIGITAL MANAGER

**Vous êtes 50% Digital
50% Media
et 100% passionné(e) ?**

Ça tombe bien, **Massmedia** recherche un profil dynamique et compétent, capable de mettre les marques sous le feu des projecteurs du digital.

Votre travail consistera à :

- Mettre en place des solutions digitales en adéquation avec les objectifs stratégiques du client (site web, applications, activations, etc);
- Définir la stratégie de communication sur les réseaux sociaux;
- Suivre et analyser la performance des campagnes web;
- Mettre en place des formations digitales;

À vos souris!

Contact : contact@massmedia.ma

 **MassMedia**
Créateur de formules média

Entrepreneuriat social

Ashoka s'implante au Maroc

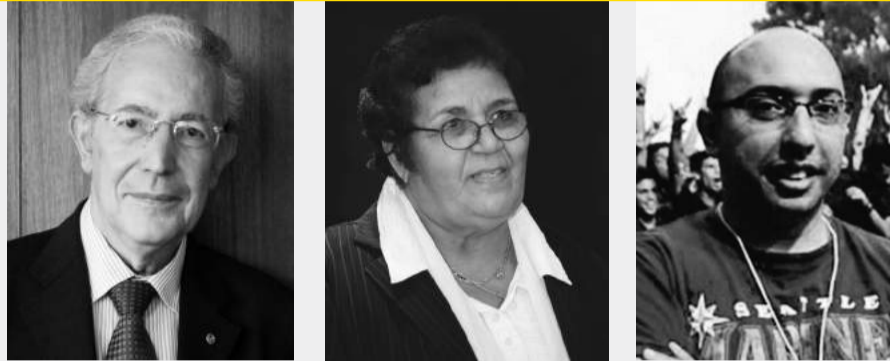
■ Le réseau mondial de social business souhaite couvrir le Maghreb depuis Casablanca

■ Pour ensuite attaquer le lancement de sa nouvelle stratégie africaine

■ Un sommet panafricain en 2017, une base de données du secteur et des clusters en projet

FAIRE du business responsable et à fort impact social, un business innovant qui change la vie des communautés. C'est le principe fondateur de l'entrepreneuriat social. Ces dernières années, sous l'impulsion de plusieurs ONG (Enactus, Injaz, Endeavor,...), le concept se répand au Maroc, avec une nouvelle génération d'entrepreneurs à la fibre sociale aiguisée. «Le Maroc abrite l'écosystème le plus développé de la région, avec une réelle dynamique qui montre que c'est possible d'aller de l'avant», relève Muriel Gavila, directrice développement international d'Ashoka, l'un des plus grands réseaux mondiaux d'entrepreneuriat social. «C'est la raison pour laquelle nous avons choisi le

Trois membres marocains



POUR l'heure, seuls trois Marocains sont des fellows de Ashoka. De gauche à droite: le fondateur de Injaz Al Maghrib, M'hammed Abbad Andaloussi, la présidente de Solidarité féminine, Aïcha Ech-Chenna, et Tarik Nesh-Nash, président de Gov-Right, une start-up sociale visant à renforcer les liens entre citoyens et gouvernement.

Ashoka n'intègre que les vrais leaders de l'innovation sociale, porteurs de valeurs fortes et rêvant de changer leur environnement. Les candidatures font l'objet de recherches minutieuses sur les profils et études poussées de leurs projets, accompagnées d'une série d'interviews. Le processus dure entre 6 et 12 mois. L'ONG accompagne près de 150 fellows par an. Ces derniers ont droit à une bourse de 70.000 dollars sur 3 ans, leur permettant de se consacrer à leur projet social. Ils ont également droit à un mentoring destiné à les aider à affiner leur business model et à structurer leurs actions, à un networking avec des bailleurs de fonds, ainsi qu'à un accompagnement à vie. □

Maroc pour lancer notre nouvelle stratégie africaine», explique-t-elle. Ashoka est en train de préparer la création de son hub Maroc, après ceux d'Afrique du Sud, Kenya, Nigeria, Sénégal et Egypte. Des pourparlers sont en cours pour des partenariats avec des acteurs locaux, dont la fondation OCP et la CGEM. L'antenne marocaine, dont le bu-

reau sera basé à Casablanca et qui démarra officiellement en 2017, devra couvrir tout le Maghreb. Elle sera aussi «le point d'orgue» de la nouvelle stratégie panafricaine du réseau mondial, ambitionnant de tripler le nombre de membres (fellows) africains (environ 500 aujourd'hui) sur les dix prochaines années. La stratégie, sou-

nue, entre autres, par l'Agence française de développement (AFD), s'articule autour de trois axes. Le premier, et ce sera une première mondiale du réseau, concerne la création d'une plateforme de l'innovation sociale. Elle comprendra un annuaire de 1.000 entrepreneurs sociaux africains répertoriés par Ashoka, et un centre de ressources associées, rassemblant tout ce qui se passe dans le domaine par secteur d'activité. Cela permettra aussi de faciliter la connexion des entrepreneurs avec des fonds d'investissement, ONG, fondations et médias. Le deuxième axe prévoit le lancement d'un sommet panafricain de l'innovation sociale. La première édition aura lieu en octobre 2017 au Maroc (le lieu n'a pas encore été décidé). Au moins 300 entrepreneurs sociaux du continent y seront réunis. Enfin, la stratégie envisage d'initier six clusters orientés vers six thématiques prioritaires: éducation & jeunesse, santé & bien-être, environnement & énergie, agriculture & nutrition, migration & mobilité et entrepreneuriat féminin.

Un taux de survie de 94%

LES entreprises sociales accompagnées par le réseau Ashoka atteignent des records de longévité. D'après l'ONG, dix ans après leur entrée dans son réseau, 94% existent toujours et continuent de s'agrandir. Mieux encore, 96% ont vu leurs idées dupliquées ou ont influencé des organisations internationales, telles que la FAO et l'ONU. Nombreux sont aussi ceux qui arrivent à changer la législation de leur pays. A l'instar d'Uniscité, qui a réussi à introduire le service civique en France, ou encore de Simplon.co, qui a vu son modèle d'écoles gratuites de coding reconnu par les pouvoirs publics. □

Forte de ses 3.300 fellows dans le monde et de son network de partenaires (Total, Schneider, Sanofi, CFAO,...), l'ONG internationale, présente dans 85 pays (35 ans d'existence), souhaite passer à une étape supérieure dans l'accompagnement des leaders du social business en Afrique. «Les grands groupes veulent avoir accès à l'innovation et à de nouveaux marchés. Tandis que les entrepreneurs sociaux souhaitent s'allier à ces groupes pour générer plus d'impact», souligne Muriel Gavila. Au Maroc, cette culture reste encore à développer. □

A. Na

Ahlam NAZIH

Enactus et Réseau Entreprendre joignent leurs efforts

■ Les startupper d'Enactus seront automatiquement éligibles au programme de REM

■ Qui accompagnera pour la première fois de jeunes étudiants

LE Maroc n'est pas vraiment un paradis pour les start-ups, mais les acteurs qui apportent leur aide aux jeunes pousses se multiplient. Enactus et Réseau Entreprendre Maroc (REM) ont choisi de joindre leurs efforts au service des jeunes entrepreneurs. Les deux associations viennent de signer une convention de partenariat destinée à promouvoir la culture d'entreprendre auprès des jeunes et à les soutenir.

Si Enactus est positionnée sur l'accompagnement des jeunes étudiants souhaitant se lancer dans l'entrepreneuriat social, REM, pour sa part, s'intéresse pour la première fois à ce profil. «S'associer à REM est un gage de qualité et de sérieux pour les jeunes qui envisagent de continuer l'aventure entrepreneuriale», relève Adnane Addioui, country manager de Enactus.

Au-delà des compétitions organisées, Enactus dispose d'un accélérateur aidant les étudiants à transformer leurs projets en vraies entreprises. L'an dernier, une quinzaine de sociétés ont pu se développer. Les lauréats de ce programme d'accélération seront automatiquement éligibles à celui de REM. Grâce à des financements plus conséquents et à un mentoring poussé de patrons et de businessmen membres du réseau, les entrepreneurs sociaux en herbe pourront

grandir plus vite. REM offre un accès à un network de plus de 210 chefs d'entreprises bénévoles, à un coaching permanent et à des prêts d'honneur (sans intérêt) allant de 50.000 à 100.000 DH remboursables sur 5 ans. Environ 9,7 millions de DH ont été octroyés depuis 2011, pour 120 lauréats. REM ambitionne d'accompagner 400 lauréats, de mobiliser 800 patrons et d'accorder plus de 37 millions de DH d'ici 2018.

Enactus Maroc, pour sa part, forme 4.000 étudiants (20.000 touchés) et participe au développement de 200 projets par an. Créée il y a 13 ans, l'antenne marocaine de l'ONG mondiale compte plus de 50 partenaires. □

Pour réagir à cet article: courrier@leconomiste.com

Pour réagir à cet article: courrier@leconomiste.com

Entrepreneuriat social Pas encore pris au sérieux!

■ Souvent confondu avec de la charité et relégué au second plan par les pouvoirs publics

■ Pas de statut juridique propre, ni d'incitations fiscales

■ Un écosystème en manque de financements, mais malgré tout, très dynamique

ILS mettent du génie dans ce qu'ils font, innove, résolvent des problèmes de communautés entières, récoltent des distinctions à l'international, ... Les entrepreneurs sociaux sont de plus en plus nombreux au Maroc. Ils sont à la fois des businessmen et des acteurs sociaux. Cela dit, l'Etat n'arrive toujours pas à concevoir l'existence de profils combinant ces deux étiquettes.

Citi veut former 4.000 entrepreneurs sociaux

ENCORE un opérateur qui s'intéresse à l'entrepreneuriat social au Maroc et dans le Maghreb. La fondation Citi, en partenariat avec l'ONG Enactus, prévoit de transformer 4.000 jeunes du Maroc (notamment de la région de l'Oriental), Tunisie et Algérie en entrepreneurs sociaux, d'ici 2018. Un programme dédié, Impact@Work, doté d'un budget de près de 5 millions de DH, a été lancé hier lundi à Casablanca. De quoi booster, encore plus, la dynamique du secteur. □

Aux yeux des pouvoirs publics vous êtes soit une entreprise, soit une ONG. Il n'existe, de ce fait, aucun traitement de faveur ou incitations pour cette catégorie d'entrepreneurs new wave. «Il est important de mettre en place un statut juridique spécial pour ce profil, à l'instar du modèle américain», suggère Tarik Nesh-Nash, fondateur de GovRight, une startup spécialisée dans la création de plateformes électroniques facilitant le lien entre gouvernements et citoyens. L'entreprise, installée au Maroc, Etats-Unis et Ukraine, a dû choisir le statut d'entreprise privée, même si sa raison d'être est également sociale. Elle est donc imposable à tous les impôts relatifs aux sociétés. Néanmoins, même les ONG ne sont pas toujours épargnées



Source: Eco-dôme Maroc



Source: Go energyless



Source: Hydrobarley



Source: Amendy Foods

Des logements écologiques et économiques sous forme de dômes destinés à lutter contre l'habitat insalubre. Un réfrigérateur sans électricité à base d'argile pour populations enclavées. Du fourrage cultivé sur des étagères (hydroponie), trois fois moins cher, évitant aux enfants de quitter l'école pour aller chercher des pâturages. Des graines bio, dont du quinoa, assurant de l'emploi pour des ouvrières agricoles en situation précaire... les entrepreneurs sociaux partent de besoins réels des communautés pour innover et lancer leur business. Grâce à des ONG, comme Enactus, ils sont de plus en plus nombreux

par le fisc. «Injaz est, par exemple, obligée de payer une TVA non récupérable sur les supports pédagogiques produits pour l'école publique. Alors que les écoles privées ne s'en acquittent pas», fait remarquer le fondateur, ex président,

en valeur», relève Nesh-Nash. Le secteur est chapeauté par le ministère de l'Artisanat et de l'Economie sociale et solidaire. Cependant, sur ce segment, le département se limite souvent à l'accompagnement des coopératives,

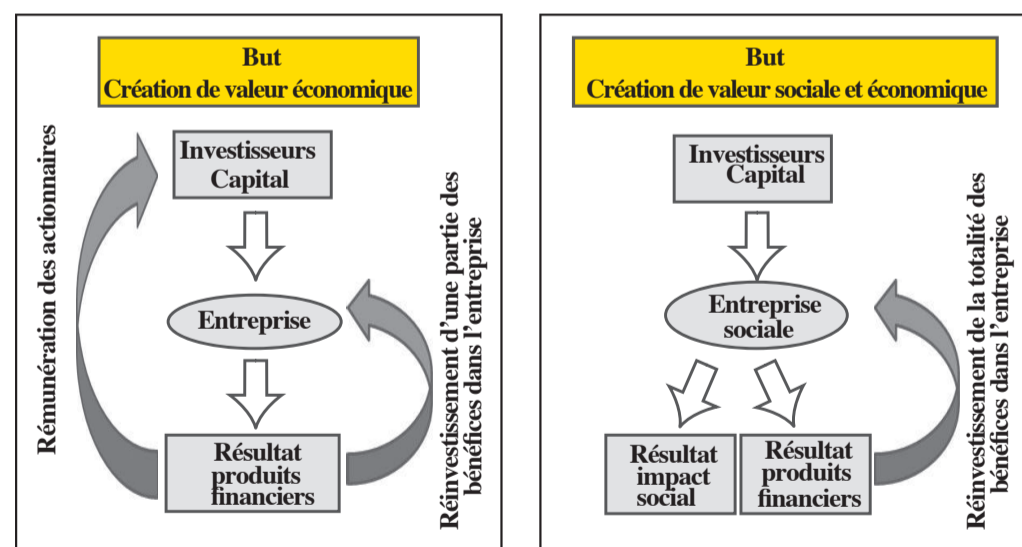
est érigé en priorité gouvernementale, et où les financements sont beaucoup plus conséquents», souligne Adnane Addioui, country leader de l'ONG Enactus. «Malheureusement, pour être crédible et se faire entendre, il faut une référence internationale, et c'est ce que pourrait nous apporter l'installation au Maroc de grands réseaux d'entrepreneuriat social», estime-t-il. De ce point de vue là, l'implantation d'Ashoka (voir article ci-contre) était très attendue par l'écosystème marocain. Ashoka sera suivie par Synergos, l'autre grande ONG mondiale de promotion de l'entrepreneuriat social. Synergos accompagnera dès janvier 2015 une quinzaine d'entrepreneurs (contre 3 actuellement). L'association ouvrira, également, un bureau marocain.

D'autres contraintes sont relevées. «Les programmes lancés sont souvent destinés à la jeunesse urbaine. Il faudrait aller plus dans les zones rurales. Par ailleurs, les jeunes et les femmes ne devraient plus être considérés comme une population à intégrer, mais comme des acteurs du changement», pense, quant à elle, Muriel Gavila, directrice développement international d'Ashoka.

Côté financement de l'entrepreneuriat social, l'effort est exclusivement fourni par le secteur privé. Cependant, très rares sont les entreprises ou groupes qui investissent dans le domaine. «Aujourd'hui, seul l'OCP soutient l'entrepreneuriat des jeunes au Maroc. Si jamais l'Office décide de changer sa politique, il n'y en aura plus. Or, il existe beaucoup de groupes à fort potentiel économique», avance Adnane Addioui. Adossés à des groupes internationaux, Ashoka et Synergos ouvriront l'accès à de grands bailleurs de fonds. Toutefois, l'Etat aussi est appelé à apporter sa contribution. □

Ahlam NAZIH

Un business model à part



Source: Injaz Al Maghrib

Si la priorité de l'entreprise classique est de maximiser la rémunération des actionnaires, celle de l'entreprise sociale est de produire un impact social et d'investir dans son développement. Ce modèle relève de l'économie sociale et solidaire qui intègre également les coopératives, mutuelles et associations. Cela dit, il n'est pas encore reconnu par les décideurs

de Injaz Al Maghrib, M'hammed Abbad Andaloussi. «Les indemnités de nos jeunes stagiaires sont également taxées, si les stages ne font pas l'objet d'une convention avec une école», poursuit-il.

La culture d'entrepreneuriat sociale reste à installer et à promouvoir au Maroc. «La définition même du concept demeure ambiguë. Nous devons identifier les entrepreneurs sociaux et les mettre

d'après les acteurs du social business. «Il n'existe pour l'heure aucune structure d'appui dédiée, ni de formation ou de cursus dans le domaine», regrette Abbad Andaloussi.

Pour certains, le secteur n'est même pas pris au sérieux par les décideurs. «Il est souvent assimilé à du caritatif. D'autres pays sont plus avancés sur le sujet, comme la Tunisie où le secteur

Pour réagir à cet article: courrier@leconomiste.com

Une maison de l'emploi pour orienter les jeunes

■ A Ouarzazate, une expérience unique pour accompagner et orienter les jeunes

■ Le projet nécessite le renforcement des compétences des responsables et des bénéficiaires

■ La commune de Ouisselsate labellisée «Commune amie des enfants et des jeunes» par l'Unicef

IL s'agit d'une initiative expérimentée pour la première fois par la commune de Ouisselsate, dans la province de Ouarzazate, dans le cadre du programme de coopération entre la direction générale des collectivités locales et l'Unicef. En effet, la commune territoriale de Ouisselsate fait partie des communes labellisées «Commune amie des enfants et des jeunes». C'est dans ce contexte que le projet de la Maison de l'emploi et de l'orientation est né en 2014. La Maison de l'emploi dispose d'un système d'information conçu, mis en place et alimenté par les résultats d'une enquête menée auprès des jeunes de la commune; lequel système permet de disposer d'une base de données des jeunes chercheurs d'emploi et d'assurer le suivi. Les actions consistent en l'organisation d'ateliers de formation en faveur des jeunes sur les techniques de recherche d'emploi. Le but est à la fois de leur faciliter l'accès à l'emploi, et de développer leur autonomie dans la



La Maison de l'emploi et de l'orientation des jeunes de Ouisselsate cherche à renforcer l'autonomie de ses jeunes en matière de recherche d'emploi (Ph. MEOJO)

recherche. Afin de mener à bien ce projet, une convention a été signée au démarrage du projet, entre la commune Ouisselsate, le conseil provincial de Ouarzazate, l'Anapec et la Délégation provinciale de l'emploi. Malgré ces efforts, l'action de la

toujours flagrant avec un taux de 39,13%. Pour la commune, il s'agit d'une priorité. Ainsi, il a été établi la nécessité de renforcer la Maison de l'emploi en la dotant d'un projet d'établissement et en renforçant les compétences de ses chargés de

med Mansouri, l'un des responsables du projet au sein de la commune Ouisselsate. En effet, alors que des pistes de développement de l'emploi et de l'entrepreneuriat local existent, ce potentiel n'est pas encore suffisamment exploré faute de compétences. Les responsables de la Maison font face à la limite de leurs compétences ainsi qu'au manque de vision stratégique et d'une mission clairement définie compatible avec les besoins de la population cible.

C'est dans ce sens que la commune souhaite organiser cette structure en la dotant d'un projet institutionnel, qui tracera la mission, les objectifs, les fonctions et aussi un plan d'action clair et détaillé. Ceci en tenant compte des besoins des jeunes, du contexte local et national, ainsi que des capacités managériales et techniques existantes. Elle souhaite également renforcer les compétences des responsables de la Maison en matière d'accompagnement à l'emploi et à l'entrepreneuriat à travers des actions de formation.

A travers ce projet, la commune de Ouisselsate vise à optimiser le service rendu par la Maison de l'emploi et de l'orientation aux jeunes et demandeurs d'emploi. Ces actions bénéficieront directement à 1.500 jeunes dont 700 filles, ainsi qu'à 2 élus du conseil communal et 4 fonctionnaires communaux en charge de la Maison de l'emploi. Par ailleurs, la commune prévoit de mettre en place des subventions pour la mise en œuvre du plan d'action.

Sabrina BELHOUARI

Un pont entre deux mondes

LE nombre de jeunes (entre 18 et 35 ans) au niveau de la commune de Ouisselsate s'élève à 3.467, soit 25% de la population, alors que la moyenne nationale est de 20%. Depuis sa création, la Maison de l'emploi et de l'orientation des jeunes de Ouisselsate a mis en place un plan d'action annuel en faveur des jeunes, avec l'appui de la commune. Ce plan comprend trois volets. Le premier consiste en l'orientation scolaire des futurs étudiants universitaires. Le plan intègre aussi la formation et le renforcement des capacités des jeunes en matière de recherche d'emploi et l'élaboration de CV. En outre, la Maison de l'emploi travaille sur la diffusion d'information (concours, offres d'emploi) auprès de ses jeunes et met en relation les employeurs avec les jeunes inscrits, suivant le besoin et les profils recherchés.

Maison de l'emploi reste limitée et ponctuelle par rapport aux besoins et attentes des jeunes, cibles du dispositif. Le chômage des jeunes et de la population reste

missions en matière d'accompagnement à l'emploi et à l'entrepreneuriat.

«L'idée en elle-même était intéressante au moment de sa mise en place et répondait à un besoin réel. Aujourd'hui, il est impératif de lui donner de la consistance en renforçant les compétences des responsables du projet», explique Moha-

Pour réagir à cet article: courrier@leconomiste.com

DEMANDES & OFFRES D'EMPLOI

<p>ASSISTANTE DE DIRECTION - OFFICE MANAGER SENIOR</p> <p>Gestion administrative - Gestion des appels d'offres Gestion des RH, à l'écoute de toute proposition (Casablanca et régions)</p> <p>D253</p> <p>GSM: 0665 18 90 82</p>	<p>Cadre bancaire</p> <p>30 ans d'expérience Directeur d'agence Développement du portefeuille clients Placement de produits bancaires Connaissance et maîtrise des notions juridiques Cherche poste de responsabilité</p> <p>DSTG</p> <p>GSM: 0674 52 60 64</p>
<p>JF</p> <p>Diplôme d'assistantat de direction Assistante de direction / standardiste polyvalente 20 d'expérience comme assistante de direction en cabinet médical et centre de radiologie bonne présentation Maîtrise de l'outil informatique disponible de de suite Étudie toute proposition sérieuse.</p> <p>DGSD</p> <p>GSM: 0668 78 98 29</p>	<p>JF diplômée de 25 ans</p> <p>Ayant une License en études anglaise un diplôme en développement informatique Chche une offre correspondant à son profil.</p> <p>DKDG</p> <p>GSM 06 15 16 63 85</p>

BRÈVES

■ Ouarzazate lance la deuxième édition de Speak Up Program

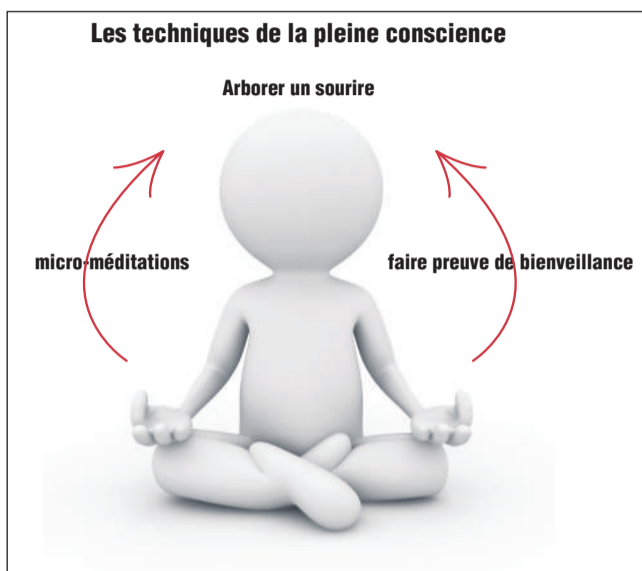
Du 27 au 30 octobre, Ouarzazate organise la deuxième édition du Speak Up Program au profit des jeunes de 17 à 27 ans provenant de toutes les régions du Maroc. Le Speak Up Program vise à donner aux jeunes la possibilité de développer une bonne aptitude à parler en public en développant les capacités oratoires et l'art de débattre. Le but est de les préparer à être aptes à apporter les changements positifs dans leur communauté et contribuer au développement de leur environnement. Les stagiaires, choisis après sélection, bénéficieront d'ateliers animés par des mentors spécialisés, un certain nombre d'acteurs sociaux et des représentants des organisations nationales et internationales. La vision du programme se base sur la promotion de l'esprit de citoyenneté et de la sensibilisation et de l'importance de l'initiative individuelle et collective pour le développement et le changement positif.

Mindfulness: Travaillez à pleine conscience

■ Une démarche consistant à centrer son attention sur le moment présent

■ Faire preuve de bienveillance, arborer un sourire, micro-méditations... Les techniques

■ Un moyen de réduire le stress des employés et d'améliorer leur confiance en soi



en effet organisés régulièrement sur site pour faire découvrir cette méthode aux entreprises et en initier les salariés, nous apprend Chantal Aounil, Consultante en RH et en psychologie des organisations à Bil Consulting. A l'étranger, il existe des programmes Groupe spéciaux instaurés par des multinationales dans le secteur pharmaceutique. Objectif: encourager la pratique de la méditation de pleine conscience au sein de leurs filiales euro-

LE travail occupe la majeure partie du temps passé en entreprise. Il est souvent source de stress, de démotivation, de frustrations voire même d'épuisement. Pour changer la donne, les salariés peuvent avoir recours à la méditation en pratiquant une méthode à la fois originale et efficace qui a déjà fait fureur aux Etats-Unis: la méditation de pleine conscience ou Mindfulness. Un moyen inédit d'accroître la concentration, la créativité et donc la productivité des troupes. Petit tour d'horizon.

La méditation de pleine conscience ou «Mindfulness» est une démarche consistant à porter une attention complète à ce qui nous entoure pour se sentir mieux dans sa peau. «Cette méthode permet de centrer son attention sur le moment présent sans aucun jugement de valeur», explique ainsi Chantal Aounil, Consultante en RH et en psychologie des organisations à Bil Consulting. Une pratique qui permet également aux salariés de recourir à leurs propres ressources in-

vement conscience de son contact avec ce dernier ou encore de ce que ces sensations nous apportent», précise Aounil. Un moyen d'apaiser les employés et de les rendre plus détendus, aussi bien physiquement que sur le plan psychologique. Adopter des postures d'altruisme et d'ouverture représentent également des méthodes de Mindfulness que l'on peut employer au quotidien dans l'entreprise. Il est par exemple conseillé à l'employé de regarder son interlocuteur dans les yeux lorsqu'il lui adresse la parole. Il sera alors plus facile pour lui d'influencer la conversation. Sourire est également essentiel. Inutile de montrer toutes ses dents. Il faut plutôt apprendre à desserrer sa mâchoire et sa bouche, ce qui aura un pouvoir apaisant et relaxant sur l'interlocuteur. Pratiquer la bienveillance peut aussi changer la donne. Cela revient à adresser mentalement des commentaires positifs à ses collaborateurs et à modifier son

tuations angoissantes et interagir avec plus de justesse, de bienveillance et de créativité, nous apprend la spécialiste. Ce qui aura pour conséquence une hausse de la concentration et donc de la productivité et de l'efficacité.

La méditation de pleine conscience est pratiquée au Maroc. Des séminaires sont

peennes et américaines. De telles formations n'existent cependant pas encore au sein du Royaume. □

K. A.

Pour réagir à cet article: courrier@leconomiste.com

Un entraînement quotidien de l'esprit

APPLIQUER la méditation de pleine conscience au bureau requiert d'être «correctement» initié à ses différentes techniques, explique l'experte. En effet, pratiquer l'un de ces exercices de la mauvaise manière annule totalement ses effets. Par ailleurs, le salarié concerné devra obligatoirement exercer son esprit à travers un entraînement quotidien s'il souhaite réellement obtenir des résultats concluants. □

termes pour faire face aux difficultés et guérir de certains maux, ajoute la spécialiste. Elle s'appuie avant tout sur des techniques de méditation et d'attitudes posturales. A l'origine, le Mindfulness est né aux Etats-Unis dans les années 1980 sous l'impulsion du docteur Jon Kabat-Zinn qui a choisi d'utiliser ces techniques de méditations ancestrales pour améliorer la gestion du stress en entreprise.

Concrètement, l'application de la méditation de pleine conscience au bureau passe tout d'abord par une première technique revenant à focaliser son attention sur un objet précis, sur son propre corps voire sur sa propre respiration. «Dans tous les cas, il faut partir de cet objet et prendre progressi-

état d'esprit de manière positive. Ce qui aura pour résultat d'apaiser l'énergie au bureau. Enfin, le Mindfulness passe également par l'adoption de techniques de méditation. En effet, réaliser des micro-méditations permet au salarié de mieux se concentrer sur ses tâches et de «faire le vide» dans sa tête. Pour ce faire, il faut faire une pause puis inspirer et expirer profondément une dizaine de fois avant un rendez-vous important ou une tâche délicate ou difficile.

Une démarche qui permet dans un premier temps au salarié de réduire le stress et les angoisses au bureau, confie Chantal Aounil. Le Mindfulness améliorera alors son estime de soi et sa confiance au sein de l'entreprise. Il pourra alors relativiser les si-

L'ECONOMISTE

PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL: ABDELMOUNAÏM DILAMI
DIRECTEUR GÉNÉRAL: KHALID BELYAZID

RÉDACTION

Directeur des rédactions
Nadia Salah

Rédacteur en chef
Mohamed Benabid

Secrétaire générale de la Rédaction
Meriem Oudghiri

Assistante: Touria Azlaf

ECONOMIE & MONDE

Chef de rubrique: Abashi Shamamba
Khadija Masmoudi (Grand reporter),
Abdelaziz Ghoubi (Grand reporter),
Hassan El Arif (Grand reporter),
Fatim-Zahra Tohry, Franck Fagnon

VIE DES ENTREPRISES, SOCIÉTÉ ET CULTURE

Chef de rubrique: Amin Rboub
Aziza El Affas, Jihad Rizk, Aïda Bouazza,
Safall Fall

DE BONNES SOURCES & BREVES

Chef de rubrique: Moulay Ahmed Belghiti

RÉGIONS, COMPÉTENCES & RH

Rédactrice en chef: Radia Lahlou
Ahlam Nazih, Karim Agoumi

• Rabat: Noureddine El Aïssi

• Marrakech: Badra Berrissoule, Stéphanie Jacob

• Fès: Youness Saâd Alami

• Agadir: Fatiha Nakhli, Sabrina Belhouari

• Tanger: Ali Abjiou • Oujda: Ali Kharroubi

• Bruxelles: Aziz Ben Marzouk • Londres: Jon Marks

• Tunis: Youssa Mahfoud

Dessinateur-caricaturiste: Rik

DROIT, JUSTICE & MÉDIAS

Faïçal Faquih (Grand reporter)

BUREAU DE RABAT

Mohamed Ali Mrabi, Chef de bureau
Mohamed Chaoui (Grand reporter senior)
Angle rue Al Khalil, Bd Med V
Tél.: 05.37.26.28.46/47/48 - Fax: 05.37.26.28.45
E-mail: mamrabi@leconomiste.com

Directeur de la Communication:
Youssef Triki

SERVICE WEB

Responsable: Zakaria Lahrach,
Hicham Lafriqi, Maha Basraoui,
Fatimazahra Belharar, El Hadji Mamadou Gueye
Documentation et chef des photographes:

Saïda Sellami

Photo-journaliste: Abdelmajid Bziouat,
Ahmed Jarfi

Assistante de direction: Kenza Daoudi

PUBLICITÉ

Directrice commerciale et marketing
Sandrine Salvagnac

Assistants: Samira Tamba, Khoulyda Mekayssi

Directeurs de clientèle: Imane El Azdi, Khalid El
Jaï, Abderraouf Jaâfari, Moushine Liraki,
Mohamed Hamdaoui, Mouna Elouattassi Grangier,
Benaïssa Benamar, Hfaïedh Zeramdini

Directeurs de clientèle Agences:
Amal Cherkaoui, Thierry Del-Valle

ADMINISTRATION

Directeur administratif & financier
Samir Essifer

Responsable Achats et diffusion: Mouhsine Badi

Auditeur interne: Ilham Ziad

Responsable qualité - Abonnement: Leila Sadek

REVISION

Mohamed El Bekri, Bahija Rhouli,
Najoua Norredine

MONTAGE

Chef de service: Abdelaziz Ouahid
Saïd Fakhreddine, Salima Michmich,
Mohcine Sorrane, Youssef Laaraich
Nour-Eddine Lourini, Saïd Dahan

Annonces légales: Rabia Mahd, Jalila Afkhar
Fax: 05.22.36.58.86

Internet: <http://www.leconomiste.com>
E-mail: redaction@leconomiste.com

70, Bd Massira Khadra, Casablanca - Tél.: 05.22.95.36.00 (LG)
Fax Rédaction: 05.22.36.59.26 et 05.22.39.35.44 - Commercial: 05.22.36.46.32
Distribution: Sapsress Impression: Eco-Print, Casablanca - Tél.: 05.22.66.40.78/79/80



